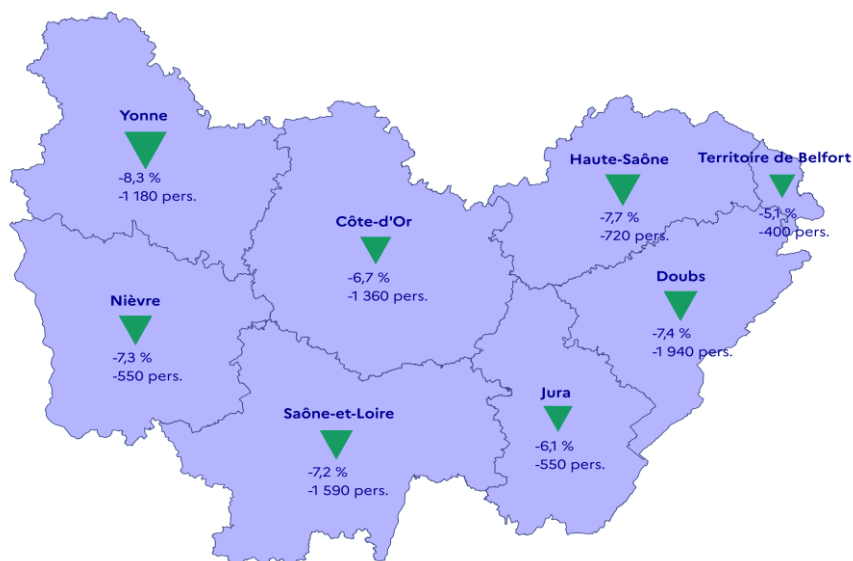


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **8 490** (- 6,1 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 580** (+ 2,8 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **17 070** (- 1,8 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **19 100** (- 2,3 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **266**
Cat. G : **2 285**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,4 % au 1^{er} trimestre 2025
+ 0,2 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 330 au 1^{er} trimestre 2025
- 0,2 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 250 intérimaires au 1^{er} trimestre 2025
- 1,0 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2024

Au premier trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans le Jura recule de 0,2 %, soit une perte d'environ 160 postes par rapport au 4^e trimestre 2024. Certains secteurs résistent : hors intérim, le commerce affiche de nouvelles embauches et l'activité agricole se maintient à un niveau stable. En revanche, les services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, enregistrent une légère contraction. La baisse de l'emploi affecte également les services marchands, notamment l'hébergement-restauration et l'immobilier, particulièrement touchés. L'industrie concentre la majorité des destructions d'emploi, et les difficultés restent vives dans le secteur de la construction. Le recours à l'intérim diminue nettement, avec un repli marqué dans la construction. L'usage de l'activité partielle s'accroît comparé à la fin 2024, tout en restant à un niveau faible. Enfin, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA augmente de 5 % sur un an, soit 170 foyers supplémentaires.

Au deuxième trimestre 2025

Le volume d'heures autorisées pour l'activité partielle se contracte par rapport au 1^{er} trimestre. Les défaillances d'entreprises sont en légère hausse sur un an, bien que le nombre d'emplois menacés diminue. Les créations d'entreprises progressent légèrement par rapport à l'an passé, avec environ 260 nouveaux entrepreneurs comptabilisés (hors micro-entrepreneurs). Le nombre de demandeurs d'emploi diminue fortement, notamment en raison d'un bond des sorties des listes de France Travail (cat ABC : +39 % sur le trimestre). Ce changement résulte principalement d'une évolution des règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. En début d'année, certaines personnes restaient inscrites sans avoir à s'actualiser, ce qui augmentait artificiellement les chiffres. Depuis avril, ces règles ont changé, entraînant une régularisation du nombre d'inscrits et une hausse mécanique des sorties.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	8 490	-6,1	+9,0
Catégories B, C	8 580	+2,8	-0,1
Catégories A, B, C	17 070	-1,8	+4,2
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	108 240	-7,1	+7,1
Catégories B, C	95 380	+3,0	+0,7
Catégories A, B, C	203 620	-2,7	+4,0
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	168 610	-0,9	+2,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

- Cat. A :** personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. B :** personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Cat. C :** personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T2 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	970	-5,8	-11,0
Catégorie E	1 060	-6,2	-7,8
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	266	/	/
Catégorie G	2 285	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 890	-2,2	-1,8
Catégorie E	12 390	-3,1	-3,9
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	7 604	/	/
Catégorie G	25 965	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

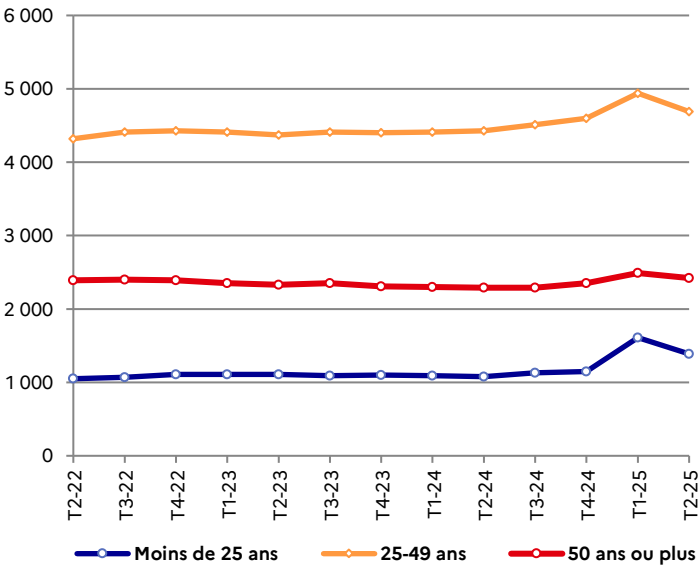
- Cat. D :** personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).
- Cat. E :** personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).
- Cat. F :** personne en accompagnement social.
- Cat. G :** regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Jura		BFC	
	T2 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 480	-5,7	-6,8	+10,3
< 25 ans	740	-14,9	-18,3	+25,4
25 - 49 ans	2 450	-4,3	-4,7	+8,4
50 ans ou plus	1 290	-1,5	-3,0	+6,6
Femmes	4 010	-6,5	-7,4	+7,5
< 25 ans	640	-13,5	-17,8	+30,6
25 - 49 ans	2 240	-5,5	-6,0	+3,2
50 ans ou plus	1 130	-4,2	-3,3	+4,6
Total	8 490	-6,1	-7,1	+9,0
< 25 ans	1 390	-13,7	-18,0	+22,1
25 - 49 ans	4 690	-5,1	-5,3	+5,9
50 ans ou plus	2 420	-2,8	-3,2	+3,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 350	-2,1	+5,6	-2,6	+4,8
< 25 ans	1 290	-5,8	+19,4	-10,0	+15,5
25 - 49 ans	4 810	-1,4	+4,3	-1,2	+3,3
50 ans et plus	2 250	-1,3	+1,4	-0,9	+2,7
Femmes	8 720	-1,5	+3,0	-2,7	+3,2
< 25 ans	1 140	-4,2	+20,0	-9,0	+14,7
25 - 49 ans	5 000	-1,2	+1,0	-2,0	+1,8
50 ans et plus	2 580	-0,8	+0,4	-0,9	+1,1
Total	17 070	-1,8	+4,2	-2,7	+4,0
< 25 ans	2 430	-5,4	+19,7	-9,5	+15,1
25 - 49 ans	9 810	-1,3	+2,6	-1,6	+2,5
50 ans et plus	4 830	-1,0	+0,8	-0,9	+1,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T2	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 900	-3,8	+5,5	-5,7	+3,6
DELD :					
1 à 2 ans	3 400	+2,4	+4,6	+2,6	+7,2
2 à 3 ans	1 510	-1,9	+3,4	+0,3	+9,4
3 ans et plus	2 260	+1,3	-1,3	+0,7	-1,6
Total DELD	7 170	+1,1	+2,4	+1,5	+4,5
Part des DELD	42,0%	+1,2 pt	-0,7 pt	+1,8 pt	+0,2 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	215	-42	-16,3	-345	-13,6
Fin de mission d'intérim	110	-32	-22,6	-338	-24,7
Démission	91	-4	-4,6	-140	-14,0
Rupture conventionnelle	106	-16	-12,9	-26	-2,2
Licenc. économique	41	+3	+7,0	+18	+4,8
Autre licenciement	117	+11	+10,7	-34	-2,9
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	29	-14	-31,8	-172	-28,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	292	+1	+0,5	-491	-13,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	217	-36	-14,1	-585	-17,3
Autres motifs ⁽⁴⁾	516	+433	+526,3	+7 701	+620,2
Motif indéterminé	87	-11	-10,9	-336	-22,6
Total	1 819	+295	+19,4	+5 251	+29,0

- (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T2	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2025	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	228	+7	+3,2	-428	-17,2
Entrée en stage ou formation	125	-8	-6,3	-47	-2,7
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	178	+10	+6,0	-11	-0,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	1 268	+457	+56,4	+7 498	+78,9
Radiation administrative	91	-45	-33,0	-634	-33,2
Autre cas ⁽³⁾	175	+58	+49,1	+1 171	+78,6
Total	2 063	+479	+30,2	+7 549	+40,0

- (1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.
- (2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation
- (3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

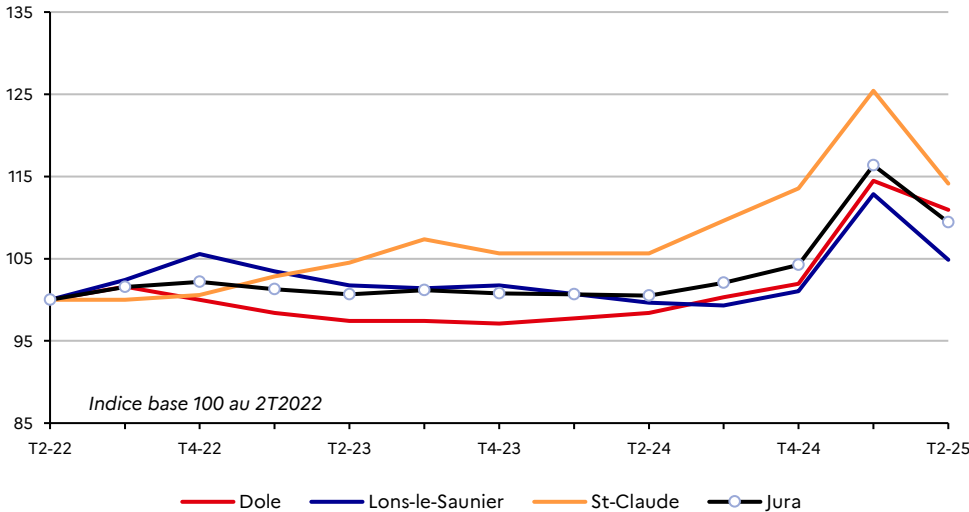
* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données CVS-CJO		T2 2025		Var. (en %) sur		Part (en %) des		
Catégorie A	Femmes					-25 ans	Seniors	
	1 Trim.	1 an						
	Dole	3 450	-3,1	+12,7	48,4	17,1	28,4	
	Lons-le-Saunier	3 020	-7,1	+5,2	47,4	16,9	28,8	
Saint-Claude	2 020	-9,0	+8,0	45,1	14,4	27,7		
Jura	8 490	-6,1	+9,0	47,2	16,4	28,5		

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.
Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des inscrits de Cat. A (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données CVS-CJO	T2 2025	Var. (en %) sur		Plus de un an		
				T2	Var. (en %) sur	
		Catégories A, B, C	2025	1 Trim.	1 an	2025
Dole	6 950	-0,7	+5,6	3 030	+2,4	+3,8
Lons-le-Saunier	6 300	-1,9	+2,6	2 550	0,0	-0,4
Saint-Claude	3 820	-3,5	+4,4	1 600	+1,3	+5,3
Jura	17 070	-1,8	+4,2	7 170	+1,1	+2,4

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
790	+11,3	850	+44,1
850	+16,4	880	+31,3
410	+2,5	480	+45,5
2 050	+11,4	2 210	+39,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares. Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :
La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2026.
Les données ici présentes portent sur le périmètre géographique des Comités Locaux Pour l'Emploi instaurés par la loi pour le plein emploi depuis janvier 2025. Les comités définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Activité partielle

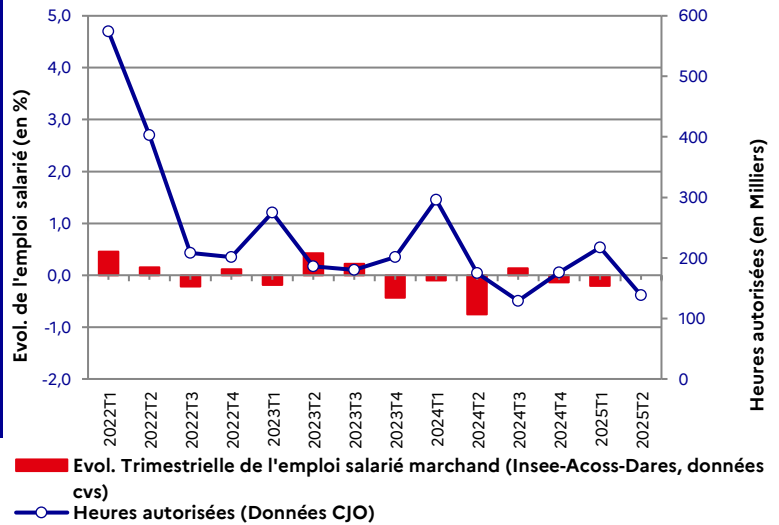
Données CJO*		Jura	
Heures autorisées		T1 2025	T2 2025
Nombre de demandes en cours		58	69
Volume d'heures autorisées		217 079	138 375
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		188 395	119 891
Construction		2 723	2 640
Commerce		2 621	583
Services		23 340	15 261
Etablissements autorisés		52	55
dont :	étabs de 50 sal. et plus	8	6
Nombre de salariés concernés**		1 278	781
Total heures autorisées 12 mois glissés		697 086	660 458

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



Données brutes		Jura	
Heures consommées		T4 2024	T1 2025
Nombre d'heures consommées*		18 201	32 659
dont :			
Agriculture		0	0
Industrie		11 717	23 987
Construction		386	2 131
Commerce		1 055	534
Services		5 044	6 008
États ayant consommé des heures		28	37
dont :	états de 50 sal. et plus	4	3
Nombre de salariés concernés**		266	261
Total heures consommées 12 mois glissés		117 170	92 195

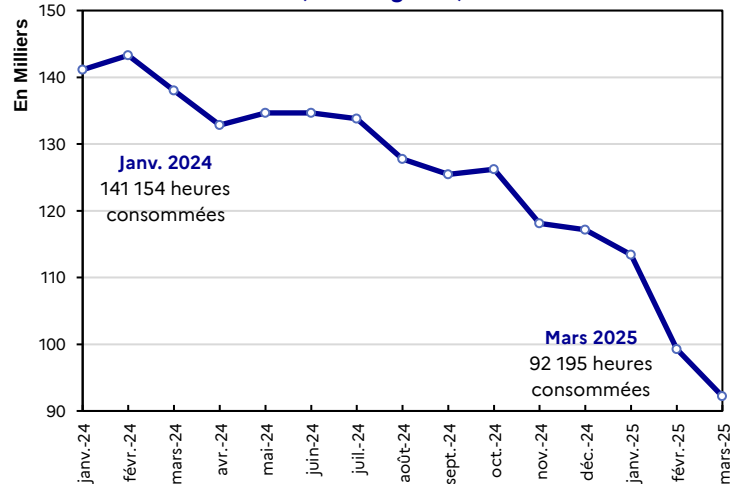
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
Créations d'entreprises		T2 2025	Evol./T2 2024
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		798	+12,9
dont :			
Entreprises individuelles		101	+3,1
Micro-entrepreneurs		534	+18,7
Sociétés		163	+2,5
Cumul sur 12 mois glissés		2 948	0,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		264	+2,7
Cumul sur 12 mois glissés		991	-8,1

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renoué. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Jura	
Ouvertures de procédures		T2 2025	Evol./T2 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		50	+38,9
dont :			
Sauvegardes		s	ns
Redressements judiciaires		14	0,0
Liquidations judiciaires directes		33	+50,0
Nombre d'emplois menacés		72	-13,3
dont :			
Agriculture		4	+100,0
Industrie		9	+50,0
Construction		6	-25,0
Commerce		23	-50,0
Services		30	+42,9
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		215	+9,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

Effectifs salariés par secteur d'activité

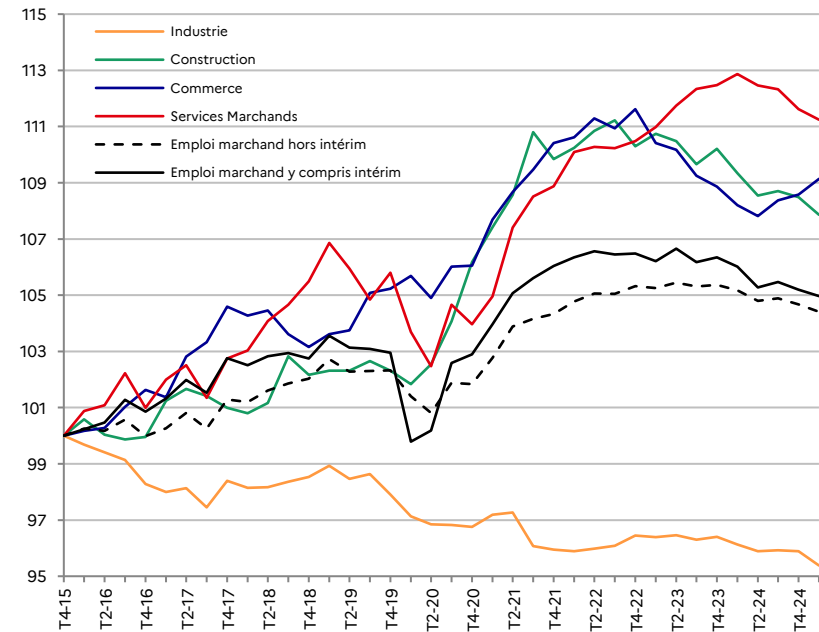
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura 1 ^{er} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 840	0	+0,1	0	-0,2	1 850	0	+0,3	-10	-0,3
Industrie	18 930	-100	-0,5	-150	-0,8	20 720	-130	-0,6	-220	-1,0
Industrie agro-alimentaire	4 180	-10	-0,3	+20	+0,5	4 610	-50	-1,1	-20	-0,4
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 390	+10	+0,7	+60	+4,8	1 470	+10	+1,0	+90	+6,4
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 060	-10	-1,2	-30	-3,0	1 150	-40	-3,5	-70	-5,8
Matériels de transport	860	0	+0,1	0	-0,5	990	0	-0,5	-30	-3,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 440	-90	-0,8	-200	-1,7	12 510	-50	-0,4	-180	-1,4
Construction	5 400	-30	-0,6	-70	-1,4	5 680	-50	-0,8	-80	-1,4
Commerce ; réparation auto.	11 440	+60	+0,5	+100	+0,9	11 620	+60	+0,5	+50	+0,5
Services marchands	18 310	-60	-0,3	-270	-1,4	18 970	-50	-0,3	-350	-1,8
Transports et entreposage	4 010	+20	+0,4	-10	-0,3	4 220	-10	-0,1	-130	-2,9
Hébergement et restauration	3 110	-50	-1,5	-10	-0,2	3 130	-50	-1,5	0	-0,1
Information et communication	390	-10	-3,5	-10	-1,6	390	-10	-3,6	-10	-1,6
Services financiers	1 600	0	-0,3	-40	-2,7	1 600	-10	-0,4	-60	-3,4
Services immobiliers	440	-20	-5,3	-70	-13,6	450	-20	-5,1	-70	-13,3
Services aux entreprises	5 420	+10	+0,2	-130	-2,3	5 830	+40	+0,8	-100	-1,6
Services aux ménages	3 350	0	+0,1	0	+0,1	3 350	0	+0,1	0	+0,1
Services non marchands	28 390	-30	-0,1	-160	-0,6	28 490	+10	+0,0	-130	-0,4
Ensemble	84 320	-170	-0,2	-560	-0,7	87 330	-160	-0,2	-730	-0,8

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Drets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

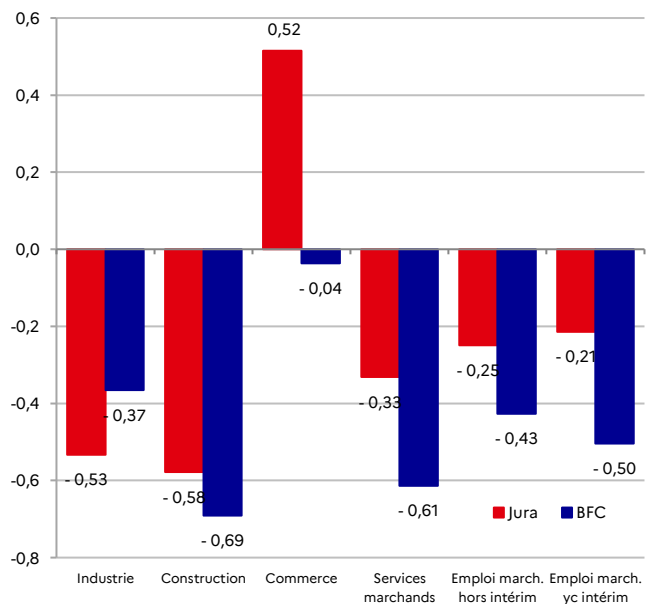
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional
(entre le 4^{ème} trim. 2024 et le 1^{er} trim. 2025 , en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.



Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1 ^{er} trimestre 2025										
(Données CVS)										
Agriculture	.	.	.	0,2	-0,1	.	.	.	1,0	-1,3
Industrie	1 840	-1,4	-2,8	8,8	-0,2	1 830	+1,1	+2,2	2,3	-0,2
Construction	430	-9,6	-9,4	7,4	-0,6	430	-2,3	-2,3	2,5	-0,1
Commerce	200	-1,4	-23,8	1,7	-0,5	180	-14,3	-37,9	1,5	+0,3
Services	780	+5,5	-12,6	4,1	-0,5	780	0,0	-12,4	1,2	-0,1
Ensemble	3 250	-1,0	-7,8	5,5	-0,4	3 230	-0,6	-5,3	1,9	0,0

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

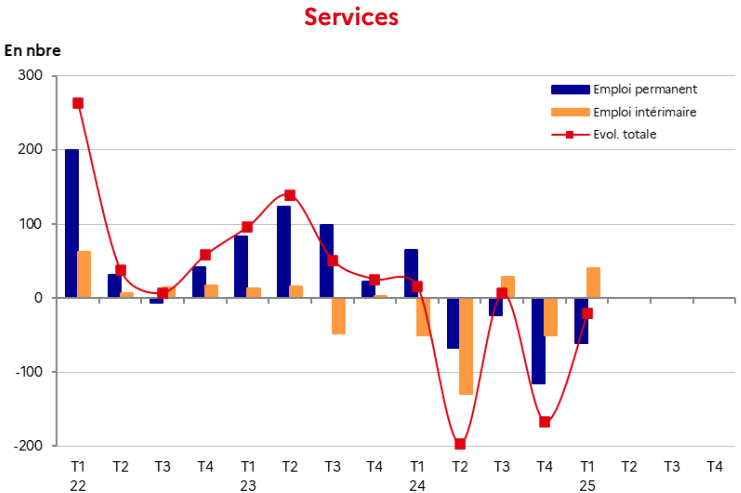
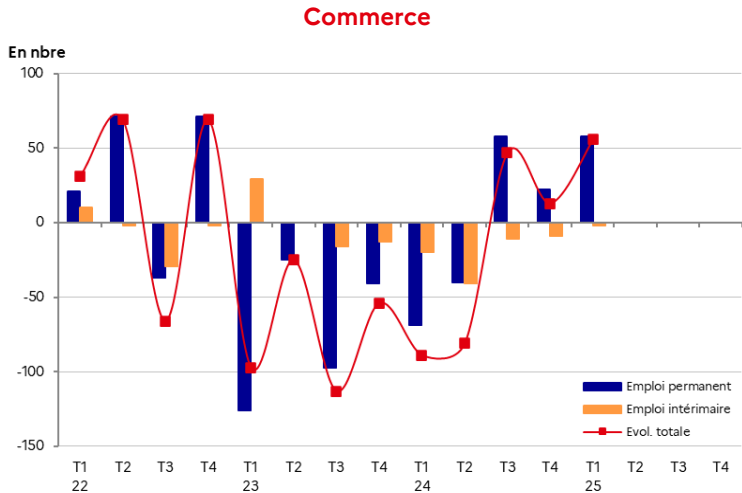
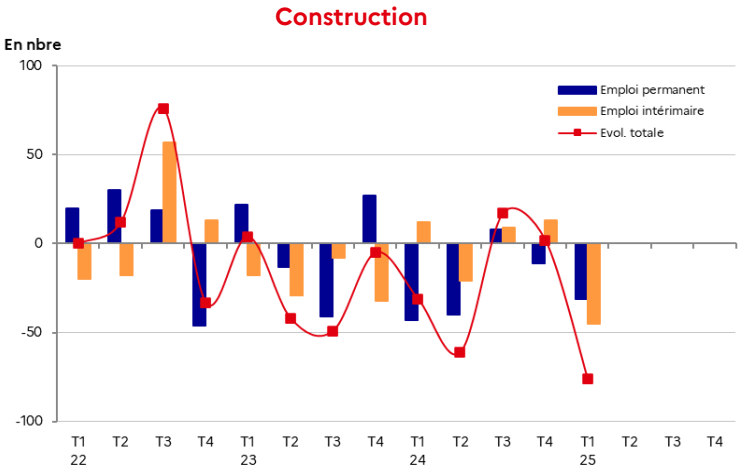
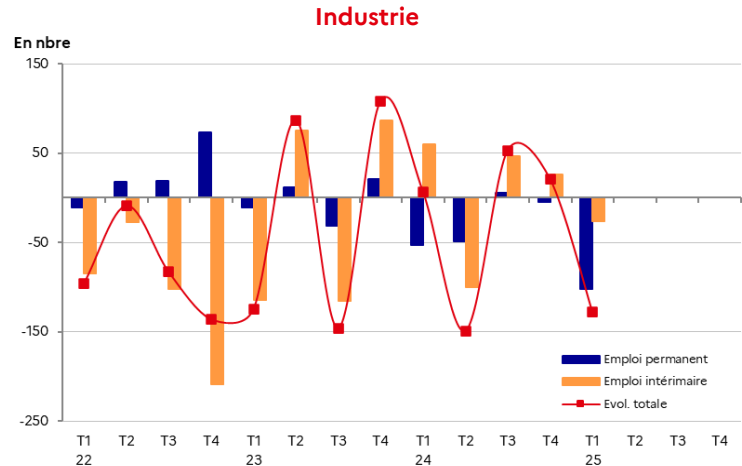
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Travail Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1 ^{er} trimestre 2025						
Embauches		955	428	1 494	9 515	12 392
Répartition en %		7,7	3,5	12,1	76,8	100,0
dont en % :						
CDD		38,8	44,4	53,3	85,5	76,6
< 25 ans		28,4	27,1	47,5	23,5	26,9
25 - 49 ans		52,3	53,7	36,1	46,2	45,7
50 - 54 ans		8,3	5,4	4,8	8,8	8,2
55 ans ou plus		10,2	9,1	10,6	20,3	17,9
Femmes		38,8	11,9	54,8	65,4	60,2
Sorties		1 044	529	1 650	9 558	12 781
Répartition en %		8,4	4,3	13,3	77,1	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		24,6	18,7	47,0	82,7	70,7
dont CDD < 1 mois		36,2	29,3	62,5	87,2	83,0
Démissions		27,1	29,9	21,3	7,6	11,9
Licenciements économiques		8,7	15,1	0,8	0,5	1,8
Licenc. non économiques		10,5	12,7	7,6	2,7	4,4
Retraite		9,8	3,6	3,3	1,3	2,3
Ruptures Conventionnelles		7,8	7,2	5,6	1,3	2,6
< 25 ans		23,2	27,4	44,4	23,8	26,6
25 - 49 ans		46,9	48,6	35,5	45,2	44,2
50 - 54 ans		8,5	7,4	4,7	8,7	8,1
55 ans ou plus		20,8	14,6	14,4	21,3	20,1
Femmes		38,1	8,3	54,9	64,4	58,7

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 1er trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 38,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 8,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,8 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

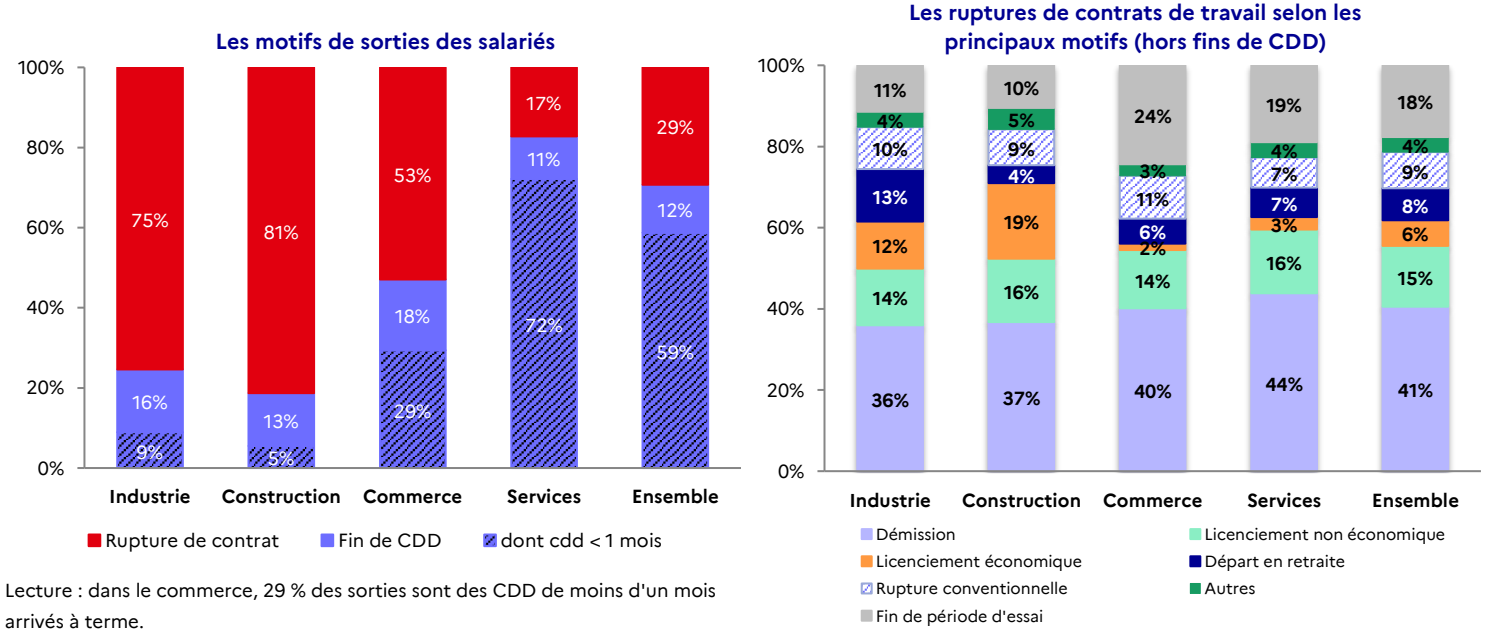
Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>



Lecture : dans le commerce, 29 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1 ^{er} trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		10,9	55,7	14,4	19,1	52,5	29,3
Embauches		3 330	5 669	1 010	2 222	7 465	1 977
dont en % :							
CDD		77,7	71,7	79,0	87,3	82,0	81,2
Sorties		3 395	5 649	1 037	2 572	7 505	1 996
dont en % :							
Fins de CDD		74,8	66,7	72,7	73,7	78,9	81,7
dont CDD < 1 mois		80,4	81,7	85,8	88,2	86,7	83,8
Démissions		11,3	15,6	10,0	4,9	8,9	8,5
Licenciements économiques		0,2	2,3	4,0	2,3	0,9	0,2
Licenc. non économiques		5,5	4,5	3,8	3,0	2,9	3,0
Retraite		0,0	0,0	0,1	11,4	1,7	0,0
Ruptures Conventionnelles		1,2	3,7	3,3	1,6	2,1	0,8

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 87,3 % ont signé un CDD.

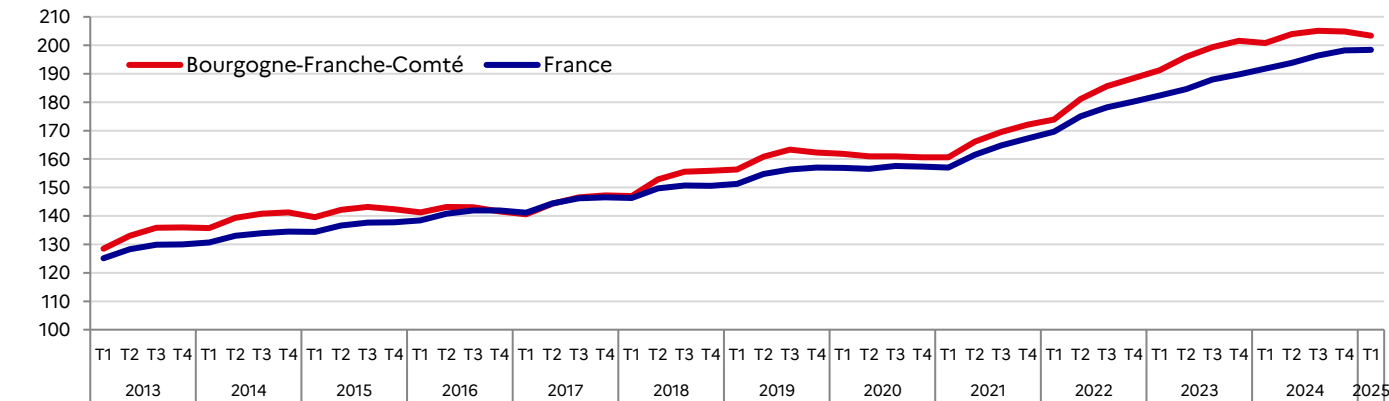
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 110	22,6	-0,3	-130	-0,1	248	0,5	-4,2	+13	+5,5
Doubs	230 293	197 360	19,9	-0,3	-1 720	-0,9	33 926	70,8	-0,8	+292	+0,9
Jura	107 034	87 330	8,8	-0,2	-730	-0,8	7 933	16,5	-0,1	+228	+3,0
Nièvre	71 592	64 160	6,5	-0,0	-410	-0,6	25	0,1	0,0	0	0,0
Haute-Saône	93 962	68 180	6,9	-0,3	-1 260	-1,8	804	1,7	-0,1	+26	+3,3
Saône-et-Loire	214 640	191 420	19,3	-0,4	-1 920	-1,0	248	0,5	0,0	+13	+5,5
Yonne	128 463	109 300	11,0	-0,3	-580	-0,5	40	0,1	+8,1	+9	+29,0
Territoire de Belfort	55 890	48 310	4,9	-1,2	-860	-1,8	4 720	9,8	-1,1	+21	+0,4
BFC	1 130 545	990 180	100,0	-0,3	-7 620	-0,8	47 944	100,0	-0,7	+602	+1,3

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

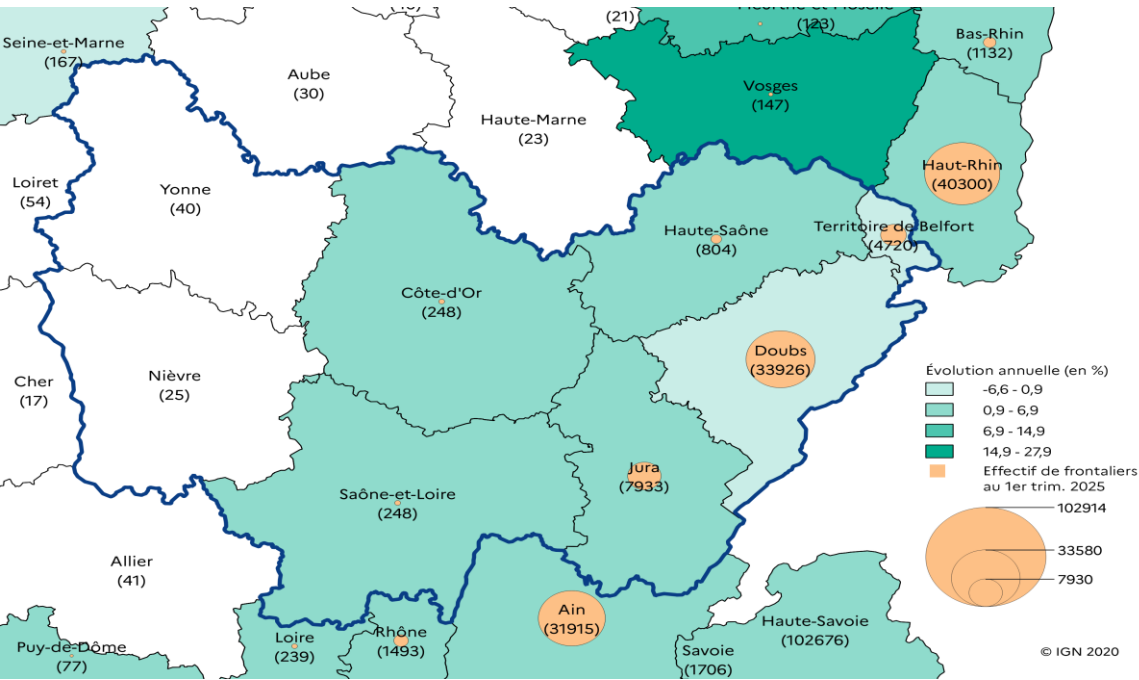
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +0,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 926 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T2 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	134	297	+24,8	+12,5
dt résidents QPV	17	34	-5,6	+9,1
CEJ*	159	351	-2,8	-7,0

Données provisoires	Jura			BFC
	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	71	242	-13,6	-25,6
jeunes	8	34	-24,4	-31,2
seniors	24	87	+4,8	-13,1
bénéficiaires RSA	40	150	+6,4	-10,4
DELD	48	146	+4,3	-22,2
TH	14	39	-20,4	-12,2
résidents QPV	12	49	-7,5	+3,5
résidents ZRR	19	59	-7,8	-29,5
éducation nationale	s	s	s	-14,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2025)				
- secteur public	s	s	ns	-66,7
- secteur privé	98	98	-3,0	-1,8

* Données arrêtées à la semaine 26
s : secret statistique
ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
	2024	2024	
Côte d'Or	291	1 370	-9,2
Doubs	391	1 789	+2,1
Jura	275	1 120	+7,9
Nièvre	168	725	-9,7
Haute-Saône	156	701	+14,5
Saône-et-Loire	376	1 523	-9,6
Yonne	291	1 408	-9,9
Territoire de Belfort	104	502	+10,6
BFC	2 052	9 138	-2,9

Sources des tableaux :
Entrées :
PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares
Stock :
PEC : DARES
PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté
IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T2 2025	Var.(%)/ T2 2024	Var.(%)/ T2 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	70	-41,6	-42,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	463	-10,8	-6,6
CEJ*	262	-16,6	-11,4
IAE (au 4T 2024)	976	+4,0	-0,8

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2025 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2024)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 083	+5,2	39 120	+3,9	9 203	+3,8	1 447	+3,3
Doubs	12 687	+2,4	33 650	+2,5	10 163	-1,8	1 587	+7,7
Jura	3 513	+5,0	15 733	+2,9	5 433	-0,7	553	-5,7
Nièvre	5 790	+1,2	13 907	+2,5	6 503	+1,7	723	+5,9
Haute-Saône	4 007	+2,0	15 267	+3,2	6 053	+4,1	840	-2,3
Saône-et-Loire	9 457	-1,2	37 517	+4,6	12 763	+2,4	1 650	-2,6
Yonne	8 710	-0,4	23 320	+3,1	7 707	0,0	1 140	+5,2
Territoire de Belfort	4 140	+1,5	9 697	+2,6	2 807	+6,7	637	+6,1
BFC	58 387	+1,8	188 210	+3,4	60 633	+1,6	8 577	+2,3

* Moyenne trimestrielle.

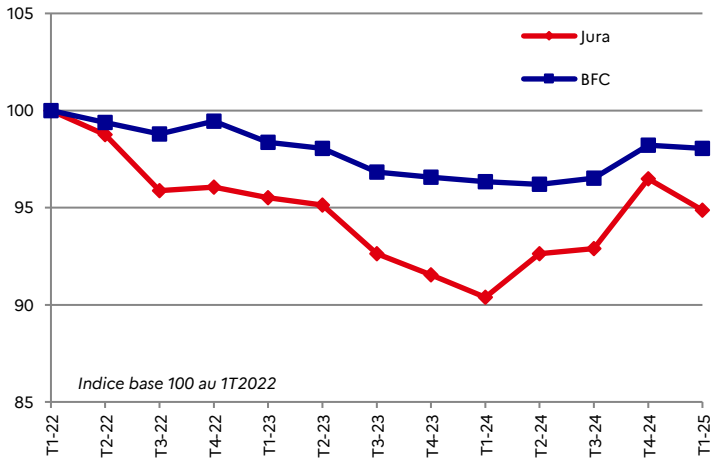
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

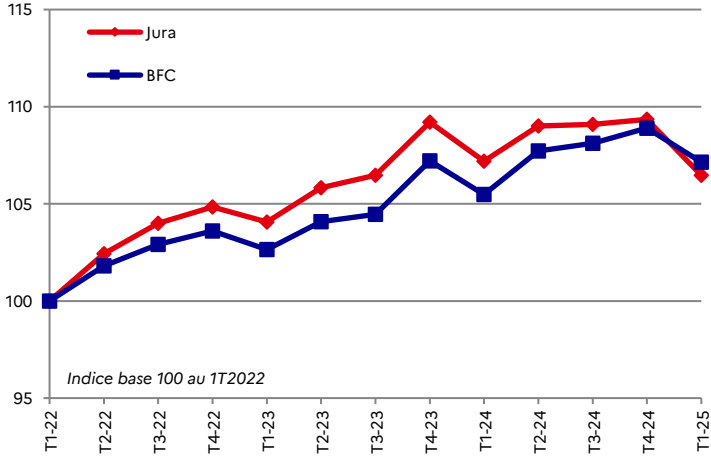
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

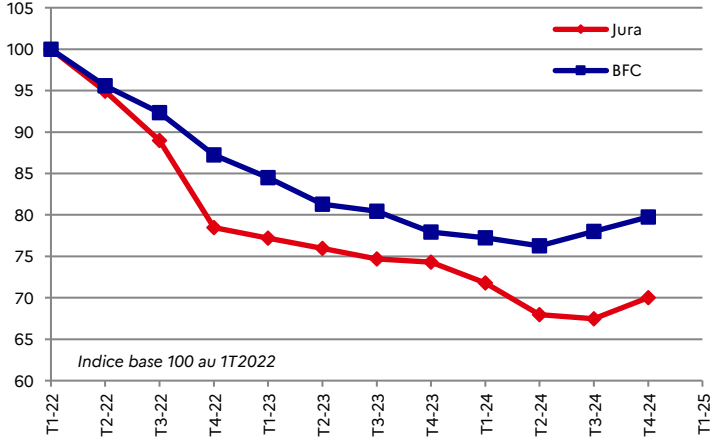
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

